

Transition | Pauvreté

Transition : l'affaire de tous ? Le rôle de l'éducation permanente

Transition et associations de lutte contre la pauvreté peuvent-elles se rejoindre dans la lutte pour une société plus juste ? Si ce n'est par un combat politique mené ensemble, au moins par des rencontres et activités communes ? L'éducation permanente peut-elle favoriser ce rapprochement ? C'est l'hypothèse de cette analyse, qui propose des pistes concrètes.

Avec le soutien de la



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Vivre Ensemble¹ a pour objet social la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Elle concrétise cette mission par trois types d'actions : 1) le soutien financier à des associations de terrain² 2) un travail d'éducation permanente avec ces associations et leurs bénéficiaires, ainsi qu'avec des groupes de citoyens 3) du plaidoyer politique en coordination avec le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté³ et le Réseau justice fiscale⁴, notamment⁵.

Dans son travail d'animation, de soutien aux associations comme par l'engagement citoyen de plusieurs de ses travailleurs, Vivre Ensemble est de plus en plus souvent en contact avec des Initiatives de Transition⁶. Dans ces initiatives, la justice sociale semble la grande oubliée. On y parle d'alimentation et de circuits-courts, de mobilité, d'énergie, de « zéro déchet », d'échanges de savoirs et de services. Mais rarement d'inégalités sociales. Pourtant, la question des inégalités sociales est un enjeu clé de la Transition écologique, comme l'ont montré des auteurs comme Naomi Klein⁷ ou Hervé Kempf⁸, ou encore le pape François dans son encyclique « Laudato Si' ». En règle générale, on ne voit dans ces initiatives quasi pas de personnes en situation de pauvreté.

On peut avancer au moins deux raisons à cet état de fait : d'une part, les membres de ces initiatives sont généralement issus de la classe moyenne, parfois aisée. Ils ne sont pas géographiquement ni culturellement proches des personnes en situation de pauvreté. Cela n'empêche pas que certains d'entre eux soient sensibles à cette question et même engagés sur le terrain par ailleurs. Mais, et c'est une deuxième raison, la Transition, pour diverses raisons évoquées ailleurs⁹, se tient à distance des partis politiques. Or, lutter pour la justice sociale implique des revendications et un rapport de forces, d'abord au niveau local.

Comment, dès lors, concrétiser le lien, à notre sens indispensable, entre la Transition et la justice sociale, comment « mettre de la justice sociale dans le moteur de la transition », pour parodier une vieille publicité, si cela ne peut pas se faire par une action politique « classique » ?

Tentons de tracer quelques repères et quelques pistes.

¹ Note : cette analyse fait suite à une journée de réflexion rassemblant des permanents, des volontaires et des membres d'associations à La Ferme de Froidmont (Rixensart), le 7 septembre 2017.

² À travers Action Vivre Ensemble

³ www.rwlp.be

⁴ www.lesgrossesfortunes.be

⁵ Les points 2 et 3 au sein de Vivre Ensemble Education.

⁶ La Transition est un mouvement de citoyens qui se réunissent pour réimaginer et reconstruire notre monde. L'objectif est de changer les mentalités, les façons de vivre et de consommer, et de mettre sur pied des initiatives nouvelles et concrètes qui rassemblent et fédèrent autour des valeurs de simplicité et de partage, d'économie sociale et de solidarité, de respect de l'environnement et des ressources naturelles, de valorisation des compétences de chacun et des échanges locaux.

⁷ Voir Naomi Klein, *Tout peut changer*, Actes Sud, 2015

⁸ Voir Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*, Seuil, 2007

⁹ Voir « Initiatives citoyennes : et le politique dans tout ça ? » https://vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2016-11_initiatives_citoyennes-politique.pdf

Convergence d'enjeux

Constatons d'abord que les thèmes sur lesquels travaillent les groupes de Transition concernent toutes les catégories de la population, y compris les plus pauvres : manger, se déplacer, se chauffer, réduire ses déchets, échanger/donner plutôt qu'acheter, recréer du lien social. Cette première prise de conscience est importante mais elle se heurte, au moment d'entrer dans le concret, à diverses barrières dont l'argent n'est pas la principale.

Ensuite, intégrer la dimension de justice sociale dans la Transition ne veut pas nécessairement dire qu'il faut viser à tout prix et tout de suite la mixité sociale des initiatives. En effet, cette mixité n'est pas facile à mettre en œuvre et la forcer pourrait s'avérer contreproductif. On risquerait de tomber rapidement dans une relation dominant-dominé où les personnes les plus aisées et les plus engagées dans la Transition se poseraient, avec toute la bonne volonté du monde, en donneuses de leçons et de conseils aux personnes précarisées. Celles-ci se trouveraient alors dans une situation d'infériorité et d'incompréhension difficile à vivre et source de rejet.

Rapprocher Transition et lutte contre la pauvreté, c'est peut-être avant tout une question de convergence sur des enjeux communs, pour transformer une société injuste et destructrice, tant sur le plan social que sur le plan environnemental. Mais cette convergence est difficile si on n'admet pas que le capitalisme est, en soi, un problème, par son fonctionnement, par sa logique intrinsèque d'accumulation et par ses conséquences. Bref, tant qu'on se privera d'une analyse critique, de type « politique ». Sans oublier un fait important : les personnes pauvres et les plus aisées sont égales sur au moins un point. C'est que *nous sommes* le capitalisme, il fait partie de notre identité, nous le nourrissons tous. La Transition doit donc se faire aussi – et peut-être d'abord – en chacun.e de nous.

D'abord chacun de son côté

Pour mettre ces enjeux en lumière, il est probablement pertinent, sur un territoire donné (une commune, par exemple) d'entamer une double démarche d'éducation permanente :

- *au sein des initiatives de Transition*

- permettre aux membres des initiatives de Transition de prendre conscience du **caractère global du changement visé** à travers leurs initiatives locales : il ne s'agit pas seulement de créer des groupes de simplicité volontaire qui s'échangent des trucs et astuces, comme on en voit fleurir depuis quelques années. Il s'agit bel et bien d'anticiper, de mettre en œuvre localement un changement de modèle pour montrer qu'il est possible, à terme, de modifier les institutions politiques, sociales

et économiques existantes. Dans cette perspective, le film « Qu'est-ce qu'on attend ? » donne une idée des transformations possibles quand des autorités locales décident d'être la locomotive de la Transition dans leur commune. Le caractère marginal (en nombre de personnes mobilisées) de beaucoup d'initiatives de Transition ne permet pas ce changement d'échelle et les cantonne dans des initiatives sympathiques mais sans effets systémiques, même locaux.

Pour caricaturer, on peut apprendre à faire son compost, à réparer ses objets, tant qu'on aura une publicité invasive, de l'obsolescence programmée ou induite, des inégalités abyssales (et donc de la comparaison sociale, de la peur du déclassement, de la concurrence... autant de facteurs aussi nocifs socialement qu'écologiquement), ce ne seront que des gouttes d'eau dans un océan (océan où il y aura bientôt plus de plastique que de poissons).

- mettre en avant **la dimension sociale de la Transition**. Les inégalités sociales sont au centre du système capitaliste que la Transition cherche à dépasser : ce n'est pas seulement le mépris du coût environnemental de leurs activités qui permet l'enrichissement vertigineux de quelques-uns, mais aussi l'exploitation et l'appauvrissement de la majorité. On pense bien sûr aux travailleurs-esclaves dans les pays à faible législation sociale, mais aussi à nous, tous affectés à des degrés divers (mais surtout ceux que la solidarité collective protège des accidents de la vie et de l'inégale distribution des chances à la naissance) par les coupes budgétaires dans la sécurité sociale¹⁰ et l'affaiblissement des services publics. De plus, si l'on vise une Transition qui affecte la société dans son ensemble, elle ne peut logiquement pas rester l'affaire des populations socialement et culturellement les plus favorisées.

- En conséquence, on ne peut manquer se poser la question de **la dimension politique de la Transition**. Et cette indispensable prise de conscience par rapport au lien entre Transition et inégalités sociales se heurte rapidement à un principe fondateur de la Transition : elle se veut un mouvement de construction et non de contestation. Si la transformation « par le bas », des personnes, des groupes et de leur environnement proche (qui est le *credo* de la Transition) est positive et importante, elle doit, à un moment, changer d'échelle pour bénéficier à tous les citoyens d'une commune et plus seulement à un groupe limité de citoyens engagés... Or, si les élus locaux ne sont pas réceptifs, ce changement d'échelle est-il possible sans entrer dans un rapport de force politique, lors des élections notamment ?

Refuser de « faire de la politique », est-ce rester dans les constats sur les dégâts provoqués par le système capitaliste sans opérer une analyse critique de celui-ci ? Et sans analyse critique et la vigilance qu'elle suppose, le risque est réel de se faire

¹⁰ Des coupes censées permettre de rembourser une dette publique contractée auprès de banques privées et gonflée à cause d'elles lors de l'après-2008

« récupérer », phagocyter par le système dominant, dont la résilience (recherchée par les *transitionneurs*) est exemplaire ?¹¹

Cette question face au positionnement des initiatives de Transition est délicate et suscite des débats.

- **sensibiliser à l'existence de la pauvreté sur le territoire** : elle est souvent discrète, *a fortiori* dans des régions globalement riches comme le Brabant wallon ou dans certains quartiers des grandes villes. Plus encore : mettre en lumière les différentes dimensions de la pauvreté. Elle est affaire d'argent, bien sûr, mais elle touche toutes les dimensions de la personne et il faut en tenir compte si l'on veut avancer ensemble. Par ses animations et ses outils pédagogiques, ses études, ses analyses, ses formations, Vivre Ensemble réalise ce travail depuis longtemps avec ses publics (paroisses, enseignants, volontaires...).

- montrer que les préoccupations des « transitionneurs » peuvent sans forcer rejoindre celles des personnes qui vivent dans la précarité, et que ces personnes développent de longue date des solidarités et des stratégies pour faire face à leurs difficultés. De cette façon, les membres des Initiatives de Transition seront amenés à se demander non : « comment intégrer les pauvres dans notre démarche ? », mais « que pouvons-nous faire ensemble, que pouvons-nous apprendre les uns des autres pour changer un modèle qui est nuisible pour tout le monde ? ». Ainsi, on aura des chances d'éviter qu'une rencontre se déroule sur le mode « Nous savons, nous allons vous expliquer ce que vous devez faire ».

- avec les associations locales qui agissent auprès des personnes qui vivent dans la pauvreté

- Quand ce n'est pas encore le cas, on peut mener à bien avec les bénéficiaires une démarche d'éducation permanente qui aboutisse au moins à ce que les participants acquièrent ou récupèrent confiance en eux-mêmes et en leur « puissance d'agir », non seulement sur leur propre vie mais aussi sur leur environnement.

Pour ce faire, l'échange de savoirs peut être une bonne piste : que met-on en place au quotidien pour dépenser moins en nourriture, en transports, en chauffage, en eau, en produits d'entretien... ? Cet échange mettra en lumière et en valeur les savoirs de chacun.e et suscitera peut-être par la suite une demande d'aller plus loin, par exemple en invitant une personne extérieure pour un atelier pratique (produits d'entretien « fabrication maison ») ou des conseils supplémentaires en matière d'économies de chauffage. Ainsi, peu à peu, on se

¹¹ À ce sujet, lire « Ce que l'on nous fait faire », article de Juliette Keating <https://blogs.mediapart.fr/juliette-keating/blog/240817/ce-que-lon-nous-fait-faire> (consulté le 18/9/2017)

rapprochera de ce qui se fait dans les groupes de Transition, mais à partir du vécu et des souhaits des personnes concernées.

Ceci n'est qu'un exemple ; on peut aussi partir de l'environnement physique du quartier ou du village, en inventoriant les espaces verts, les espaces dédiés au jeu, les commerces de proximité, la place laissée aux piétons et aux autres modes doux (vélo, trottinette, poussettes...) et imaginer comment pourrait être le décor si les habitants pouvaient en décider ensemble selon leurs aspirations et leurs besoins... C'est une démarche qui s'apparente à celle menée, par exemple, par « Commons Josaphat » à Bruxelles, où les habitants ont créé une dynamique participative autour du projet d'aménagement d'une friche dans la commune de Schaerbeek¹²... et qui est tout à fait dans l'esprit de la Transition.

- À partir de ces expériences, les personnes qui connaissent la précarité ou la pauvreté se rendront compte que leurs préoccupations et leurs initiatives ont des points communs avec celles des groupes de Transition. Une réflexion collective plus large est dès lors possible pour établir des liens entre les injustices sociales vécues par les participants et les problématiques systémiques (économie/finance, écologie, démocratie, partage du travail...)

Puis se rencontrer

Ces démarches d'éducation permanente peuvent contribuer à ce que la rencontre, si elle est souhaitée, se vive dans de bonnes conditions et soit positive de part et d'autre. Quelle forme peut-elle prendre ? La plus naturelle possible, sans annoncer haut et fort « Attention attention, la Transition et les Pauvres vont se rencontrer ! », histoire d'éviter d'emblée les étiquettes qui paralysent. De préférence autour d'une activité pratique, où tout le monde est là pour apprendre et échanger : un atelier de fabrication de produits ménagers, une balade « plantes sauvages comestibles », un atelier « cuisiner équilibré sans se ruiner », un atelier « compostage » dans un potager collectif (du CPAS ou privé). Bref une activité susceptible d'intéresser tout le monde et où chacun.e peut venir avec ses propres attentes : économiques pour les uns, écologiques pour les autres, ou les deux à la fois.

Parmi les initiatives qui se multiplient actuellement dans le courant de la Transition, il y a les 'repair'cafés'. Chacun peut y apporter des objets (vêtements, vélos, ordinateurs, électro-ménager...) à réparer et participer, dans la mesure du possible, à la réparation faite par des bénévoles. Voilà une initiative qui touche autant à l'écologie qu'à l'économie et est donc propice à la rencontre de différents publics.

¹² <https://commonsjosaphat.wordpress.com/>

À Braine-l'Alleud, le repair'café accueille aussi une donnerie de livres et d'autres objets. Tartes et boissons à prix modiques achèvent de faire de ce rendez-vous un lieu de convivialité : des personnes isolées, souvent à revenus modestes, y viennent simplement pour briser leur solitude, manger une pâtisserie en parlant de tout et de rien. Le projet est né de proposer un atelier « zéro déchet » lors d'un repair'café. L'avenir dira si c'était une bonne idée. On en retiendra en tout cas une piste intéressante : plutôt qu'organiser une activité nouvelle, se greffer sur des événements existants peut aider à faire tomber les barrières qui empêchent certains de participer à des activités où ils ne connaissent personne et ne savent pas bien à quoi s'attendre.

Le rôle du collectif est important pour surmonter les réticences réciproques : qu'un permanent annonce « il y a un atelier de ceci ou de cela en lien avec ce dont on a parlé l'autre jour, qui est intéressé à ce qu'on y aille ensemble ? », c'est tout autre chose qu'une affiche ou une annonce sur invitation sur internet ou par mail. L'association et ses bénéficiaires peuvent aussi eux-mêmes organiser l'activité et l'ouvrir à l'extérieur. Quant à la Transition, elle constitue un cadre où des rencontres peuvent se produire qui n'auraient pas eu lieu de la propre initiative de citoyens isolés.

Le chemin parcouru

Parvenir à mettre en place des activités où les publics de différentes classes sociales soient sur pied d'égalité et se sentent à l'aise ensemble serait déjà une avancée considérable. En chemin, les uns auront pris conscience de la dimension sociale de la Transition, même s'ils ne s'engagent pas dans un combat politique. Ils auront peut-être au passage tordu le cou à l'un ou l'autre préjugé à l'égard des « pauvres », fondés sur de la méconnaissance, et ils auront surmonté leurs appréhensions.

Les autres pourront s'approprier la démarche de la Transition, parce qu'ils se seront rendu compte qu'elle n'est pas « une histoire de bobos », un loisir pour riches, mais bien un projet qui vise aussi à faire advenir plus de justice dans la société. Non seulement ils peuvent y trouver leur compte car elle répond en partie à leurs propres préoccupations économiques, mais en plus, s'impliquer dans la Transition peut être un facteur d'émancipation et de participation citoyenne : ils ne sont plus simplement des allocataires sociaux, mais des citoyens qui s'engagent avec d'autres pour changer le monde.

À ce stade, on ne se situe pas dans une logique de changement au niveau des institutions politiques. Cependant, les associations comme les initiatives de Transition sont des expertes en réalisations locales concrètes et en lien social. La convergence de leurs actions aurait cependant au moins deux dimensions politiques : celle de la participation citoyenne en favorisant l'appropriation par les

citoyens de leur vie collective (*versus* une pseudo-démocratie où l'on se contente de voter toutes les x années). Celle, aussi, d'un rassemblement entre des personnes dont les intérêts ne sont qu'apparemment différents, dans un système fondé sur l'individualisation et la mise en concurrence généralisée.

Ce parcours d'éducation permanente parallèle puis convergent est-il trop beau pour être vrai ? Certes, il ne peut prétendre être étayé par de nombreux exemples de réussite, car ce type de démarche est loin d'être monnaie courante. Il peut cependant inspirer à la fois des initiatives de Transition et des associations et peut-être donner envie de tenter l'aventure... et de confirmer ou de contredire le bien-fondé de cette analyse...

8

Isabelle Franck
avec Renato Pinto et Jean-Yves Buron

Disponible sur www.vivre-ensemble.be

Contact : info@vivre-ensemble.be

02 227 66 80



Avec le soutien de la



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES